



Zoom – L'Argentine avance sur la modernisation de son réseau électrique

Depuis juin 2023, le secrétariat d'Etat à l'Energie a pris une série de mesures afin d'impulser la modernisation et l'expansion du réseau électrique. A travers la résolution n°507 du 9 juin, le gouvernement a établi 17 projets prioritaires pour le développement du réseau électrique (lignes de transmission de 132 kV et de 500 kV et des stations de transformation électrique) pour un montant total de 8,1 Md USD et une liste de projets qui ont pour objet d'améliorer le réseau existant. Dans cette optique, les banques multilatérales soutiennent l'Argentine à travers un cofinancement de l'AFD (100 MEUR), la BID (200 MUSD) et la BEI (100 MEUR) qui a pour objectif de développer et moderniser le réseau électrique. En outre, l'Union européenne a identifié ce projet dans le cadre de son initiative *Global Gateway* dans lequel 90 projets ont été retenus en Amérique latine en 2023 avec des financements à hauteur de 10 Md EUR à travers lesquels l'UE souhaite construire des partenariats mutuellement bénéfiques centrés sur la transition climatique, le respect de l'environnement et la transparence dans une perspective de gouvernance responsable. Cette modernisation du réseau est essentielle à l'incorporation de nouvelles sources de production d'énergie, notamment d'origine renouvelable non conventionnelle (ERNC, c'est-à-dire énergie renouvelable hors gros hydroélectrique), qui devraient passer de 14% du mix électrique en 2022 à 20% au 31 décembre 2025 (en conformité avec la loi n°27191 de 2015). Ces dernières années, le développement des projets renouvelables a été freiné par la saturation de la capacité de transport électrique -ainsi que par le manque de financement- qui doit être adapté à une demande croissante d'électricité et à une nouvelle répartition géographique de la production. En effet, en Argentine, 73,2% de l'ERNC est d'origine éolienne, produite principalement en Patagonie (sud du pays), où se trouve la meilleure ressource éolienne. L'électricité solaire (15,1%) est produite au nord-ouest qui bénéficie d'un niveau d'irradiation parmi les plus élevés au monde. Cette production d'électricité doit ensuite être transportée jusqu'à la région métropolitaine de Buenos Aires, où se concentre la demande et la population (14 sur les 46 millions d'habitants du pays et 53,3% du PIB). Ces projets contribueront également au développement économique du pays et à la transition énergétique, par l'alimentation électrique des zones qui n'étaient pas desservies, permettant aux populations d'avoir accès à l'électricité et de diminuer en même temps les émissions en CO₂ grâce au remplacement des moteurs à combustibles, utilisés faute d'alternative. Ils permettront par ailleurs d'alimenter les projets miniers en électricité et d'accompagner ainsi le développement de l'exploitation du lithium dans le nord-ouest argentin. Dans cette perspective, le secrétariat d'Etat à l'Energie vient de lancer un appel à manifestations d'intérêt (à travers la résolution n°562) pour la gestion, le financement ou le cofinancement de nouvelles lignes électriques à haute tension. L'appel s'adresse plus particulièrement aux producteurs du marché de gros de l'électricité qui auraient l'intention de connecter de nouveaux parcs de production d'électricité au système argentin d'interconnexion (SADI) et aux compagnies minières qui auraient besoin d'alimenter leurs projets d'exploitation. La date limite de présentation des dossiers est fixée au 4 octobre 2023. Ainsi, en dépit de la situation économique extrêmement dégradée, l'Argentine avance, avec l'aide des bailleurs multinationaux et bilatéraux, sur les projets les plus structurants pour son développement économique et sa trajectoire de réduction des émissions de GES. Outre la modernisation du réseau électrique, une autre étape emblématique a été franchie avec la mise en service du gazoduc *Presidente Nestor Kirchner* (Cf. article dédié dans la section Argentine).

LE CHIFFRE À
RETENIR

14%

ENRC dans le mix
électrique

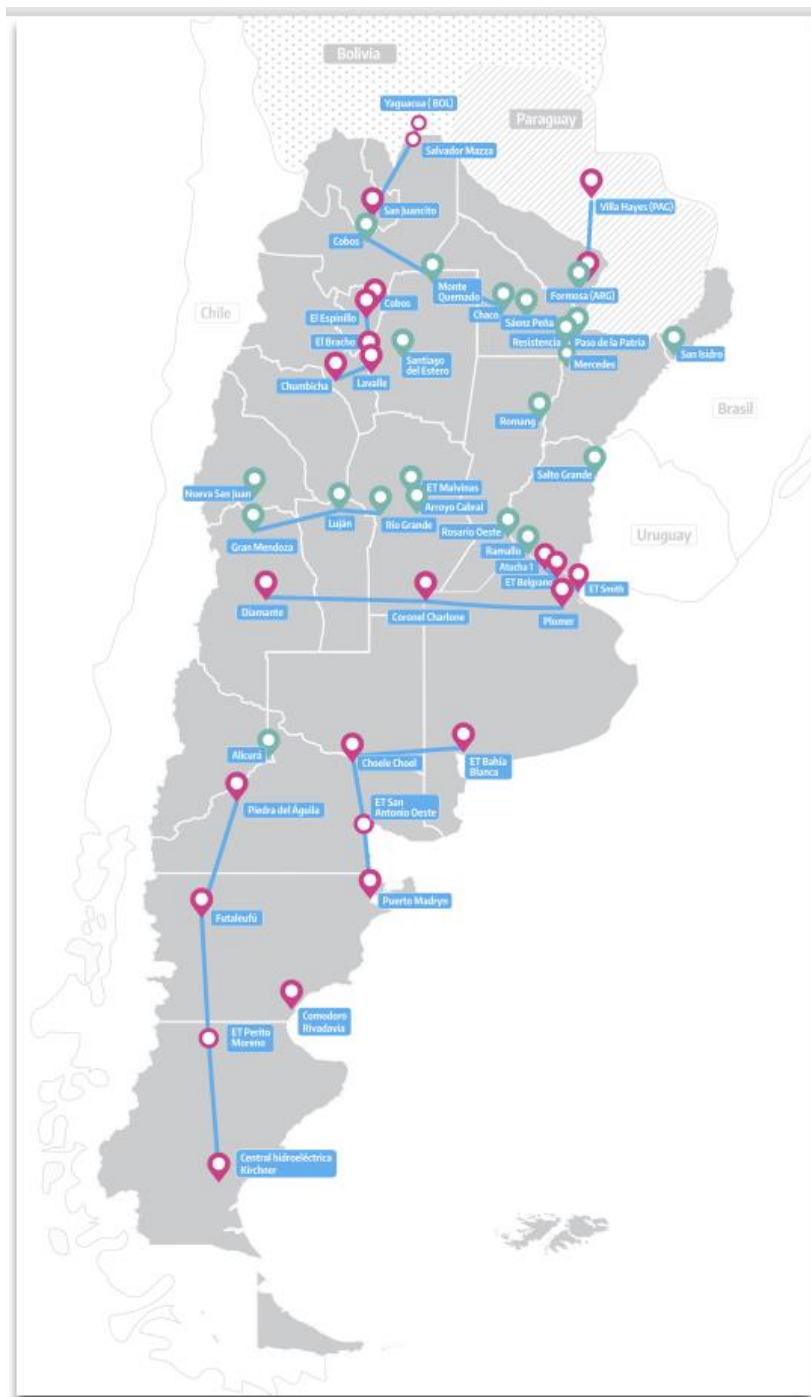
Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels					
Croissance du PIB réel	2022	5,2%	2,4%	0,2%	4,9%
Inflation (fin de période)	2022	94,8%	12,8%	9,8%	8,3%
Solde budgétaire (% du PIB)	2022	-2,4%	1,1%	-3,0%	-3,4%
Dette publique (% du PIB)	2022	84,5%	38,0%	36,6%	88,9%
Solde courant (% du PIB)	2022	-0,7%	-9,0%	-5,2%	-2,5%
Dette extérieure (% du PIB)	2022	79,8%	76,4%	32,5%	85,2%
Prévisions et anticipations					
Inflation (fin de période) - Agents économiques	2023	126,4%	5,0%	5,0%	7,3%
Croissance du PIB réel - FMI	2023	0,2%	-1,0%	4,5%	2,0%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2023	-2,7%	-0,5%	0,2%	1,7%
Croissance du PIB réel - FMI	2024	2,0%	1,9%	3,5%	2,9%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2024	0,7%	1,9%	2,5%	2,5%
Pour mémoire					
PIB nominal (Mds USD)	2022	512	325,3	39,6	62,4
Population (millions)	2022	46,3	19,9	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, SER Buenos Aires

Graphique de la semaine

Zoom – Carte du plan fédéral d'expansion du réseau de transport d'électricité à l'horizon 2035



Source : secrétariat d'Etat à l'Energie

ARGENTINE

La mise en service tant attendu gazoduc Presidente Nestor Kirchner : une bonne nouvelle pour l'Argentine

Le gouvernement argentin a inauguré le 9 juillet le gazoduc Presidente Nestor Kirchner, dont la construction a débuté en août 2022 et qui relie désormais le plus important centre de production de gaz (de schiste) du pays, Vaca Muerta, à la province de Buenos Aires (principal lieu de consommation) sur 573 km. Cette première étape devrait permettre de diminuer de moitié les importations en acheminant 11 Mm³/jour supplémentaires de gaz (soit environ un tiers de la demande du pays) et de réaliser ainsi une économie estimée à 2 Md USD en 2023, tant sur les importations que sur les subventions énergétiques (la baisse des subventions accordées est le corolaire d'un coût plus faible du gaz produit et transporté).

La rapidité de construction du gazoduc s'explique par les moyens déployés pour respecter le calendrier déterminé par le pouvoir politique : plusieurs équipes ont travaillé en même temps pour assurer une réalisation simultanée des travaux tout au long du tracé. Les ouvrages techniques, telles les centrales de pression, ne font pas partie de cette première étape des travaux, ce qui a permis également de gagner du temps. En outre, le tracé a été arrêté de façon à minimiser les interactions avec les populations pour réduire les procédures de consultation et limiter l'exposition des riverains à d'éventuels risques. Le gazoduc est désormais en cours de remplissage qui

devrait durer un mois. Une fois le remplissage terminé, une phase de test devrait se prolonger jusqu'au mois d'octobre environ et permettra de vérifier principalement l'étanchéité de l'ouvrage.

Le 21 juin, la société Transportadora Gas del Sur (TGS) s'est vu attribuer l'exploitation et la maintenance du gazoduc sur ce tronçon Tratayén – Saliqueló pour une période de cinq ans. L'entreprise de transport intermédiaire, dont les actionnaires sont Pampa Energía et la famille Sielecki, a obtenu le contrat dans le cadre d'un appel d'offre restreint mené par ENARSA, société publique responsable de la construction du gazoduc.

Il convient désormais de lancer les prochaines étapes permettant de finaliser le projet. La deuxième étape permettra au pays de redevenir autosuffisant en gaz, en doublant la capacité de transport du gazoduc Nestor Kirchner, grâce à la construction de deux centrales de compression du gaz à l'entrée du gazoduc (à Tratayén, dans la province de Neuquén) et sur le site de Saliqueló (province de Buenos Aires) afin d'acheminer le gaz vers le nord du pays. La troisième étape prévoit la construction d'un second tronçon reliant Saliqueló à San Jerónimo (province de Santa Fe). La quatrième étape vise à inverser les flux du gazoduc Nord afin d'acheminer les gaz depuis San Jerónimo jusqu'à la province de Salta pour alimenter le nord-ouest argentin. Depuis Salta, une connexion existe avec le gazoduc bolivien qui permettra à terme d'exporter du gaz argentin vers le Brésil. L'ensemble de ces travaux aura pour conséquence d'augmenter les exportations régionales dès 2025.

La situation économique demeure mitigée : l'activité recule et l'inflation persiste, dans l'attente de la conclusion de la 5^e revue

Selon les données publiées par l'Institut national des statistiques (INDEC), l'activité économique a fortement reculé en avril, à la fois en termes mensuels (-1,9% par rapport à +0,4% le mois précédent, corrigées des variations saisonnières) et annuels (-4,2% par rapport à +1,4% en mars). Cette mauvaise performance s'explique notamment par l'impact négatif de la sécheresse sur les activités économiques. Cette tendance pourrait se poursuivre dans les mois à venir, comme en témoignent les indicateurs avancés de l'activité industrielle (-1,5% en mai par rapport à +1,1% en avril) et de la construction (-2,2% par rapport à +3,2% le mois précédent).

Alors que l'absence d'épargne due à l'inflation et à la dépréciation du peso affecte la consommation, cette dernière pourrait également être impactée par la baisse du salaire réel (2,4% sur un mois, en avril). En effet, en avril, les salaires ont augmenté de seulement 5,8% par mois dans le secteur formel (+6,9% pour le secteur privé et +4,1% pour le secteur public) et de 4,8% dans le secteur informel, ce qui est nettement inférieur au taux d'inflation (8,4% en avril).

Compte tenu de la sous-performance des indicateurs économiques et de l'absence d'accord à ce stade avec le FMI sur les contours de la 5^e revue, la volatilité sur les marchés des changes et financiers repart à la hausse. Alors que la publication de la liste des candidats à l'élection présidentielle et l'annonce du paiement des échéances dues au FMI (2,6 Md USD en juin) et aux détenteurs

de titres souverains en devises arrivés à échéance (730 MUSD) avaient permis d'apaiser les tensions cambiales et financières, le risque-pays est reparti à la hausse pour atteindre 2.005 pdb le 12 juillet, après un point bas à 1.981 pdb enregistré la veille. De la même, la valeur du peso sur les marchés cambiaux informels a dépassé le seuil des 500 ARS/USD, soit sa plus forte hausse depuis les fortes tensions enregistrées en juin, au moment où les incertitudes politique (tractations au sein des coalition sur la liste des candidats à la présidentielle) et financière (paiement ou pas de l'échéance de juin due au FMI) étaient particulièrement intenses. Néanmoins à ce stade, le marché continue d'anticiper le paiement à la fin du mois, des trois échéances dues en juillet au FMI (environ 2,7 Md USD).

CHILI

Au Chili, les dépenses d'investissement dans les grands projets chutent fortement

Selon la Corporación de Bienes de Capital (CBC), en raison du ralentissement de l'économie chilienne depuis la fin de l'année 2022 (caractérisée par deux trimestres consécutifs de contraction annuelle du PIB), le premier trimestre de l'année 2023 montre une faiblesse dans différentes composantes des dépenses intérieures du pays, notamment l'investissement. En effet, l'intensité de l'investissement a diminué à nouveau au cours de la période de janvier à mars de cette année, tant par rapport au trimestre précédent (-11%) que par rapport à la même période en 2022 (-18%). Cette baisse s'est accompagnée d'une réduction des



dépenses consacrées aux grands projets d'investissement publics et privés, ce qui s'est traduit par une chute de 55% du montant des investissements approuvés par le système d'évaluation environnementale (SEA) au premier trimestre 2023 (2,1 MUSD) par rapport au premier trimestre de l'année précédente (4,6 MUSD).

Outre les facteurs internes tels que les retards ou reports dans les travaux ou les réductions budgétaires, la Chambre chilienne de la construction (CChC) a établi que les principales causes de cette baisse d'investissement dans le secteur de la construction sont liées à l'incertitude entourant le comportement des marchés financiers, à la lenteur de l'ajustement de l'activité et de l'inflation, aux restrictions d'accès au crédit et à la perte de sécurité juridique. Sur ce dernier point, le syndicat estime qu'il est essentiel de progresser sur la réforme fiscale - dont le projet est toujours en attente depuis son rejet par la Chambre des députés en mars dernier – afin d'améliorer le climat des affaires pour favoriser les décisions d'investissement.

Plus précisément, les baisses trimestrielles les plus importantes ont été observées dans les secteurs de l'exploitation minière (-27%), de l'immobilier (-14%) et des travaux publics (-6%). En ce qui concerne l'exploitation minière, Orlando Castillo, directeur général de la CBC, explique que la contraction par rapport à 2022 « est due à une diminution du nombre de projets en phase de construction en 2023 ».

Au demeurant, l'adoption récente de la loi sur les redevances minières devrait contribuer à réduire les inquiétudes des investisseurs du secteur.

La Banque mondiale octroie un prêt de 400 MUSD à Engie Chili pour soutenir sa décarbonation

La Société financière mondiale (SFI), membre du groupe de la Banque mondiale, a annoncé en début de semaine avoir octroyé à Engie Energia Chile un prêt de 400 MUSD.

Ce prêt a pour but de soutenir les investissements d'Engie dans l'hydrogène bas carbone et les renouvelables, et d'accompagner ainsi la décarbonation de l'électricité qu'elle produit. En effet, le groupe Engie est présent directement au Chili depuis 1981 et la création de sa filiale locale, et est aujourd'hui le 4e producteur d'électricité du pays, avec 13,7% de la production et 7,5% de la puissance installée en 2022. Par ailleurs, le Chili est le 3e marché d'Engie en termes de chiffre d'affaires, et le groupe français y a prévu plus de 1,5 Md EUR d'investissements d'ici 2027.

Le prêt sera directement financé jusqu'à 200 MUSD par la SFI et jusqu'à 200 MUSD par des investisseurs privés impliqués dans les programmes de la SFI. Par ailleurs, il combine

les caractéristiques des prêts verts usuels avec de nouveaux mécanismes de financement liés à la réalisation d'objectifs de développement et de soutenabilité. Le prêt doit permettre à Engie de financer deux projets majeurs : le développement de puissance photovoltaïque pour la production électrique dans la région d'Antofagasta (nord du Chili), et à terme d'hydrogène vert ; et la création de systèmes de stockage de l'énergie à base de batteries (BESS, Battery energy storage systems). Ces deux mesures doivent accompagner la décarbonation du groupe, qui a prévu de déconnecter 1,5 GW de centrales à charbon d'ici 2027 et d'installer dans le même temps 2,1 GW d'énergies renouvelables. Quant à



elles, les batteries BESS permettront de palier les instabilités du réseau électrique chilien en stockant temporairement les trop-pleins de production électrique dus à l'intermittence du solaire et de l'éolien. Le reste du prêt servira à refinancer les actifs existants d'Engie au Chili.

Par ailleurs, le prêt accordé à Engie fait écho aux nombreux autres financements du secteur de l'énergie chilien par les banques multilatérales officialisés récemment. En particulier, le gouvernement chilien a présenté la semaine passée le Fonds pour le développement de l'hydrogène vert au Chili. Ce fonds géré par Corfo réunira 1 Md USD de financements provenant de la BID (400 MUSD), de la Banque mondiale (150 MUSD), de la BEI (100 MUSD), de la KfW (100 MUSD) et des fonds de Corfo (250 MUSD) – et devra soutenir le développement de la filière de l'hydrogène vert au Chili.

PARAGUAY

Taïwan propulse les exportations de viandes paraguayennes vers de nouveaux sommets

Depuis l'ouverture du marché taïwanais (le Paraguay étant l'un des rares pays de la zone à reconnaître Taïwan) l'année dernière aux exportations paraguayennes de viande de porc, le Paraguay a fortement augmenté ses expéditions. Selon le dernier rapport du Service national de santé et de qualité animales (SENACSA), Taïwan est la première destination pour le marché porcin paraguayen, représentant 48% des exportations du premier semestre 2023, avec un volume de 1194,6 tonnes, pour

3,8 MUSD. Il est suivi par l'Uruguay (37%), la Géorgie (14%) et la Côte d'Ivoire (1%), totalisant 6,5 MUSD, soit une augmentation en valeur de 625% et en volume de 577% par rapport à la même période l'année dernière. José Carlos Martin, président de SENACSA, projette que 2023 pourrait constituer un jalon pour l'industrie porcine paraguayenne.

Bien que le Chili demeure en tête des destinations pour les exportations bovines du Paraguay (44% des exportations, 64.084 tonnes pour 329,6 MUSD au premier semestre 2023), selon le SENACSA, Taïwan est la deuxième destination la plus importante pour la protéine rouge locale tant en volume qu'en valeur. En effet, au cours des six derniers mois, Taïwan a importé 20.255 tonnes de bœuf paraguayen pour 102 MUSD. En troisième position vient le Brésil qui représente 10% des exportations puis la Russie, qui ne représente plus que 7% de toutes les exportations nationales, un chiffre très faible par rapport aux 70% de part d'exportations il y a 20 ans.

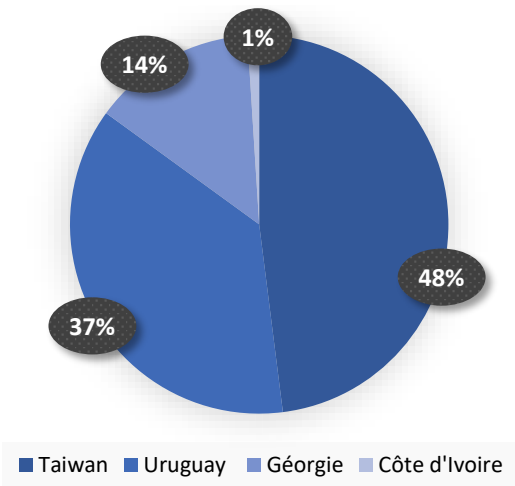
Le Paraguay veut atteindre les 50.000 tonnes d'exportation de viande à Taïwan en 2023.

En additionnant les devises étrangères générées jusqu'au sixième mois de l'année pour la vente de bœuf, des abats de bœuf et de porc, les exportations vers Taïwan s'élèvent déjà à 23.595 tonnes pour 111 MUSD pour ces six derniers mois.

Les exportations uruguayennes de produits d'origine animale, tous types confondus, de janvier à fin juin 2023, ont totalisé 297.601 tonnes, d'une valeur de 966,6 MUSD, ce qui représente une augmentation de 0,5% en volume, mais une diminution en revenu de change de 12,4% par rapport à la même période l'an dernier. L'association des éleveurs de porcs du Paraguay (ACCP) cherche de nouveaux marchés à l'étranger et

la prochaine cible est le Chili, qui a une forte de demande pour cette protéine. Après l’ouverture du marché taiwanais, le Chili s’est montré intéressé à importer la production paraguayenne, a expliqué Jorge Ramirez, président de l’ACCP.

Principales destinations de viande de porc
(en % du total, en juin 2023)



Source : SENACSA

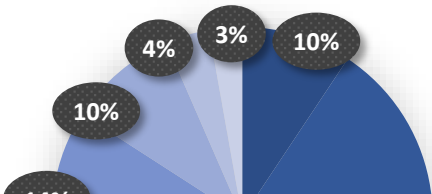
Source : SENACSA

Principales destinations de viande bovine
(en % du total, en juin 2023)

URUGUAY

L’Uruguay, un hub attractif pour les investissements direct étrangers (IDE) selon la Commission économique pour l’Amérique latine (CEPAL)

Le 10 juillet dernier, la CEPAL a publié un rapport annuel au sujet des IDE en Amérique latine et aux Caraïbes pour l’année 2022. Les entrées d’IDE en Uruguay ont augmenté de 155% au cours de l’année 2022 par rapport à l’année 2021. Elles ont atteint un record totalisant 9,3 Md USD en 2022, ce qui représente 4,4% des entrées d’IDE en Amérique du Sud, soit près de trois fois plus qu’en 2021 (3,6 Md USD), et dix-huit fois plus qu’en 2020 (0,5 Md USD). En effet, l’Uruguay dispose du PIB par habitant le plus élevé de la région, d’une industrie technologique





dynamique et d'une situation géographique stratégique au cœur du Mercosur. Le pays s'enorgueillit, en outre d'un environnement des affaires favorable aux investissements étrangers (notamment par comparaison avec ces deux grands voisins).

Bien que l'Uruguay soit apparu comme une destination d'investissements notable en 2022, la CEPAL affirme qu'il fonctionne largement comme un pays de transit des capitaux, de sorte que le véritable propriétaire des entreprises peut être résident d'un autre pays. La majeure partie des IDE en Uruguay est entrée sous forme de prêts entre entreprises (52%), où une forte reprise a été observée après des chiffres négatifs en 2021. Le réinvestissement des bénéfices a été le deuxième composant le plus important des entrées d'IDE (37%), suivi des apports en capital (11%).

Compte tenu des annonces de projets d'investissement, la CEPAL constate que le secteur des énergies renouvelables a joué un rôle important dans l'attraction des IDE en Uruguay. A titre d'exemple, on relève, en 2022, l'annonce de l'entreprise allemande Enertrag pour un projet estimé à 628 MUS\$D, qui serait le premier projet de production d'hydrogène vert dans le pays. En effet, plus de 97% de l'électricité générée en Uruguay provient de sources renouvelables. Les énergies éolienne et solaire représentent 40% de ces sources et produisent des avantages qui vont au-delà de l'aspect environnemental. Le coût de l'approvisionnement en énergie du pays, qui ne dispose pas de ressources en hydrocarbure, a diminué de plus de 40% et près de 50 000 emplois ont été créés. Pour mémoire, l'Uruguay a adopté une politique énergétique nationale qui vise à diversifier la matrice énergétique du pays et à augmenter

la part des sources d'énergies renouvelables depuis 2008, soutenue par une commission multipartite en 2010. L'administration nationale des usines et transmissions électriques (UTE) joue un rôle central dans la mise en œuvre de cette politique, notamment en achetant de l'énergie renouvelable au secteur privé. L'Uruguay investit actuellement environ 3% de son PIB dans les infrastructures énergétiques et exporte de l'énergie vers l'Argentine et le Brésil.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-François Michel,
Chef du Service Économique Régional de Buenos Aires

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Pour s'abonner :

LinkedIn :

Twitter :

simeon.morvan@dgtresor.gouv.fr

Service Économique Régional pour le Cône Sud

@Tresor_ConoSud